

16 11 90

De nouveaux gouvernements admettent la participation de leur pays au réseau « Gladio »

Après les révélations du gouvernement italien selon lesquelles il a existé, et il continue peut-être de survivre aujourd'hui, de l'autre côté des Alpes, une organisation secrète vouée à des actions de guérilla sur le sol national, après les déclarations de M. Chevènement, ministre de la défense, reconnaissant, très discrètement, l'existence d'une organisation similaire en France (le Monde du 14 novembre), l'Allemagne et le Luxembourg viennent de rejoindre la liste des pays admettant avoir participé au réseau secret connu sous le nom de « Gladio ».

Le premier ministre luxembourgeois, M. Jacques Santer, a ordonné le démantèlement de la ramification de « Gladio » dans son pays, déclarant que, selon lui, une branche de cette organisation existait dans « tous les pays de l'OTAN du centre de l'Eu-

rope ». Selon la chaîne de télévision privée RTL, la branche allemande du réseau « Gladio » aurait été constituée d'anciens SS. L'élimination d'une série de personnalités de gauche aurait été prévue en cas de conflit avec l'URSS.

En Belgique, notre correspondant Jean de la Guérivière nous signale que M. Guy Coëme, ministre de la défense, a fait, mercredi 14 novembre, des déclarations ramenant l'affaire « Gladio » – au moins dans ses prolongements belges – à de plus justes proportions, excluant la possibilité d'un lien avec les tueries du Brabant et d'autres actes de violences commis dans les années 80.

Selon les résultats d'une enquête ordonnée par le ministre, un réseau a été créé en 1949 entre Belges et Britanniques, puis ouvert à d'autres nationalités en prévision d'une attaque soviétique. Les moyens et les objectifs du réseau ont été réduits au fil des années et, aux dernières nouvelles, il ne comportait plus que huit

militaires d'active et une quarantaine de civils, disposant seulement de quelques pistolets « sous scellés ». En accord avec le chef d'état-major général, M. Coëme va proposer au gouvernement de « dissoudre ce service devenu anachronique ».

Le ministre a ajouté que le réseau belge était chapeauté par un « comité de coordination des alliés », lui-même dirigé par le général belge Raymond Van Calster, commandant du service général du renseignement et de la sécurité.

D'autre part, dans une lettre adressée mardi 13 novembre aux députés, le premier ministre des Pays-Bas, M. Ruud Lubbers, a démenti l'existence d'une branche néerlandaise du réseau « Gladio », mais il a révélé celle d'une autre « organisation secrète », nous indique notre correspondant Christian Chartier. Sans en préciser ni le nom ni les structures, M. Lubbers a expliqué que cette organisation, créée dans les années 50 « à la lumière des expériences de la

période 40-45 », avait une double mission : tenir directement informé de la situation dans le pays tout gouvernement qui aurait dû prendre le chemin de l'exil et « renforcer la résistance morale des habitants en cas d'occupation ».

Seuls les ministres de la défense néerlandais qui se sont succédé étaient au courant de l'existence de cette structure qui, si elle a bien eu « des contacts avec d'autres organisations au sein de certains pays de l'OTAN », est toujours restée placée sous commandement néerlandais et n'a jamais été « ni un commandement secret ni une organisation chargée d'activités de sabotage à grande échelle en temps de guerre ». Toutefois, se basant sur les confidences d'un ancien officier des services de renseignement, l'agence de presse GPD affirme que M. Lubbers omet de parler de la branche « action » de l'organisation secrète en question, qui s'appellerait « O et I » (Opération et Renseignement).